

débat *militant*

Lettre électronique animée par des militants du courant Démocratie révolutionnaire de la LCR

N° 169 27 septembre 2007

Contact-abonnement-désabonnement : debatmilitant@lcr-debatmilitant.org | Site : www.lcr-debatmilitant.org

Comité de coordination : Charles Boulay, Jean François Cabral,
Valérie Héas, Yvan Lemaitre, Galia Trépère, Gérard Villa

[Accès au site Débat militant](#)

SOMMAIRE

- **Contre Sarkozy, une seule riposte : faire converger nos luttes !**
- **Retour sur la Fête de l'Huma, confrontation et vérification des choix politiques**

Contre Sarkozy, une seule riposte : faire converger nos luttes !

Le Medef en avait rêvé en 2000, avec sa « refondation sociale ». Sarkozy le fera. Ce sera donc le « nouveau contrat social ».

Comme d'habitude, le personnage a le sens de la formule quelque peu emphatique. Mais il est vrai que tout y passe : sécu, retraite, statut de la fonction publique, contrat de travail... Le fondé de pouvoir du patronat à l'Elysée semble bien décidé à tout passer à la moulinette.

Cette accélération ne s'explique pas uniquement par sa volonté d'incarner la « rupture ». Le temps presse désormais, il s'agit de faire passer le maximum de réformes avant que la crise venue des Etats-Unis ne paralyse l'action du gouvernement.

C'est aussi une manière de mettre tout le monde sous pression. « *L'Etat est au bord de la faillite* » : la petite phrase de Fillon est le complément des rodomontades de Sarkozy sur la croissance. Car il faudra bien s'expliquer un jour sur les promesses qui ne seront pas tenues. C'est aussi un moyen de présenter les réformes comme inévitables. Un comble, après les 15 milliards de cadeaux fiscaux au patronat et aux riches cet été !

Fillon comme Sarkozy prétendent nous sauver de la faillite. Mais c'est leur politique qui nous y mène tout droit. Une politique de classe cynique et à court terme, qui risque surtout d'accélérer les dysfonctionnements de l'Etat -pourtant bien utile aux capitalistes- sans résoudre en quoi que ce soit les problèmes auxquels ils sont confrontés, cette crise erratique du système financier qui ne fait que commencer.

Cette politique voudrait paraître sûre d'elle-même. Elle est en réalité soumise à des pressions contradictoires. Sarkozy multiplie les annonces et les injonctions. Pourtant, il manifeste en même temps une extrême prudence. Le souvenir cuisant des manifs du CPE rappelle qu'il y a encore des secteurs entiers de la population qui peuvent résister, tenir, gagner l'opinion... et finir par faire reculer le gouvernement, au moins partiellement. Sarkozy craint l'affrontement tout en attaquant sur tous les fronts pour impressionner, paralyser toute riposte. Il se pourrait bien qu'il aboutisse à l'inverse en obligeant les directions syndicales à sortir de leur passivité...

Les syndicats et partis de gauche en service minimum

Les choses ont en effet commencé à changer depuis une quinzaine de jours. Les annonces ont même tendance à se multiplier. Après le 29 mai sur les franchises, ce sera le 13 octobre puis surtout le 18 octobre à la SNCF. Les syndicats d'EDF et GDF y appellent également. D'autres peut-être, dans d'autres secteurs, pour la défense des retraites. Le mécontentement croissant fait pression, cherche à s'exprimer.

Du côté des fonctionnaires, les fédérations discutent. Elles ont décidé de se revoir le 1^{er} octobre dans l'hypothèse d'une grande journée de toute la fonction publique. La CGT, quant à elle, semble vouloir se joindre à la manifestation prévue à l'origine sur les conditions de travail, à l'initiative de plusieurs associations de défense des travailleurs handicapés ou victimes de l'amiante. Et les partis de gauche, même le PS, ne veulent pas être en reste.

Ces diverses initiatives contrastent heureusement avec l'absence totale de réaction durant les mois précédents, alors que Sarkozy, lui, n'a pas chômé depuis l'été. En ce sens, elles peuvent être un encouragement pour des militants et des travailleurs jusqu'ici déboussolés et même en partie démobilisés par ce qui ne pouvait apparaître que comme une forme de renoncement et de capitulation de la part de leurs organisations.

Ces initiatives sont pourtant largement en dessous de ce qu'il serait nécessaire et sans doute possible de faire dans les semaines qui viennent.

Ce qui manque, ce sont des journées d'action qui préparent un vrai plan de mobilisation, avec des perspectives, et des étapes clairement tracées. Pour gagner, après chaque journée, davantage de forces et d'assurance pour aller vers le tous ensemble, et d'autres bagarres qui ne seront pas d'une seule journée ! Ce qui manque, ce sont des réponses à la hauteur des attaques de Sarkozy.

Les directions syndicales sont en train de multiplier les journées sectorielles, comme une rentrée sociale « classique ». Pourtant les annonces de Sarkozy la semaine dernière n'ont rien d'ordinaire. Si on le prend au mot, c'est bien une refondation sociale qu'il nous annonce. Nous sommes tous visés, tous concernés. C'est un projet d'ensemble, mais il n'y a, pas même en perspective, pas même en parole, l'idée que c'est bien tous ensemble qu'il faudrait riposter !

Alors que c'est bien cette riposte, plus que jamais, qui est d'actualité.

Des travailleuses et des travailleurs, des équipes militantes qui n'ont pas dit leur dernier mot

Les directions syndicales comme les partis de la gauche se sentent obligés aujourd'hui de réagir un peu plus, mais restent empêtrés dans leurs calculs d'appareil.

Le PS ne veut pas entendre parler de lutte et n'est pas en désaccord sur le fond avec une série de mesures. Ce qu'il veut, c'est unir dès aujourd'hui la gauche de gouvernement dans un comité de liaison permanent qui discute programme (libéral) et postes à se répartir. Le PCF, pour ne pas perdre ses dernières municipalités et ne pas lui déplaire, le conteste assez peu.

Quant aux directions des grandes confédérations syndicales, CGT incluse, elles ne contestent que très peu elles aussi le contenu des attaques gouvernementales. Pour elles, comme pour la gauche, c'est la forme qui, paraît-il, serait choquante. Sarkozy ne prend décidément pas assez de gants pour faire semblant de négocier, alors qu'effectivement tout est décidé d'avance et qu'à défaut de mobilisation d'ampleur – ce qu'elles ne préparent pas non plus – le résultat est connu d'avance !

La décision de participer à quelques journées d'action n'est là que pour rappeler à l'Elysée qu'il ne suffit pas de les compromettre en les invitant régulièrement à un tête à tête. Il faut aussi donner le change autour du tapis vert, dans des délais plus raisonnables et un peu plus crédibles.

Mais il n'est pas dit non plus que les militant-e-s et le monde du travail aient dit leur dernier mot. Le mécontentement, l'inquiétude sont croissants. Après plusieurs mois de passivité ou d'écœurement face au spectacle que le Parti socialiste a donné de lui-même, l'idée que l'affrontement est désormais inévitable commence à faire son chemin. La victoire du CPE n'est pas oubliée, l'idée du tous ensemble est loin d'avoir disparu.

C'est cette pression que commencent à sentir et à exprimer à leur façon les directions syndicales, même si leurs initiatives leur servent avant tout à se dédouaner. De fait, ces initiatives posent la question des suites, de comment faire céder Sarkozy. Avec les militants que nous côtoyons régulièrement dans les villes et les entreprises, et qui n'apprécient pas plus que nous l'inertie, voire les discours de compromission, s'ouvre la discussion sur la nécessité de préparer cette riposte d'ensemble, sans attendre.

Les difficultés sont réelles. Il y a bien sûr la stratégie de Sarkozy qui cherche à nous diviser, en multipliant les dossiers et en cherchant à monter une catégorie contre une autre. Ce n'est pas facile, car si nous voulons réellement riposter et préparer dans les semaines qui viennent une véritable campagne d'agitation, il nous faut taper nous aussi sur quelques clous, et ne pas en rester à une dénonciation très générale de sa politique. Il nous faut également réagir sur le terrain que Sarkozy a choisi lui-même pour porter l'attaque, même si le sujet n'est pas facile, comme les régimes spéciaux.

Mais même confrontés à ces difficultés, il ne faut surtout pas perdre de vue la nécessité du tous ensemble et d'une riposte globale. C'est la priorité et c'est d'ailleurs en train de prendre une nouvelle actualité, au moment où des initiatives commencent enfin à être prises, mais en ordre dispersé. C'est pourquoi nous avons intérêt, si nous voulons peser même un peu sur la situation générale à nous coordonner et à agir dans le même sens.

Gageons que sur les franchises, sur les régimes spéciaux, et sur quelques autres revendications essentielles, nous saurons partager avec bien d'autres la préoccupation de ne pas en rester à des initiatives dispersées, pour ne pas nous faire battre une nouvelle fois les uns après les autres !

Jean-François CABRAL



Retour sur la Fête de l'Huma, confrontation et vérification des choix politiques

La fête de l'Humanité qui s'est tenue les 14, 15 et 16 septembre a été l'occasion de multiples débats et confrontations politiques, à travers lesquels chacun a pu vérifier l'actualité des propositions de la LCR face à l'incurie patente du PS et du PC, et cela devant militants communistes et sympathisants de gauche au sens large. Elle a également permis d'aborder les questions politiques qui vont être au centre des débats dans les mois à venir, en particulier les municipales, et la manière dont nous pouvons peser dans ces débats.

Des orientations inconciliables

Lors du premier débat depuis les présidentielles entre le PS, le PC, les verts et la LCR, l'applaudimètre a, pour une fois à la fête de l'Huma, exprimé l'intérêt du public, indépendamment d'une claque dûment maîtrisée comme le PC savait si bien le faire il n'y a pas si longtemps encore : que Hollande dans une version « gauche » de son refus d'envisager l'ombre d'une résistance dans la rue au gouvernement se fasse siffler montre qu'il n'a plus aucun crédit dans ce public. Il faut dire qu'il a fait fort, lorsqu'il s'est escrimé à expliquer, à propos du collectif Riposte, qu'on ne peut pas mobiliser sur les régimes spéciaux... parce qu'il y a également des problèmes sur le pouvoir d'achat, ou la Sécurité Sociale ! Marie-Georges Buffet, devant son public, a essentiellement été applaudie dans ses appels à l'unité de toute la gauche, même si tout le monde voyait bien que l'enjeu principal n'était pas de préparer les mobilisations mais d'arracher des engagements au PS pour les élections municipales. Et cela d'autant que la veille, Hollande avait claironné les ambitions de son parti de rafler un certain nombre de municipalités PC. Engagements qu'elle n'a bien évidemment pas obtenus, le PS n'étant pas du tout décidé à se lier les mains avec le PC. C'est pour cela qu'Olivier Besancenot a été très largement applaudi en étant le seul à poser le problème de la construction unitaire des mobilisations, qui articule une riposte immédiate sur les régimes spéciaux et un programme d'urgence pour préparer un mouvement d'ensemble du monde du travail, et en rejetant

toute négociation électorale. Ce à quoi Hollande et Buffet ont répondu que c'était le terrain électoral qui primait.

Ce débat, ainsi que tous ceux qui l'ont prolongé dans les allées de la fête entre les militants de la LCR et le milieu du PC, ont permis de prendre acte, à un moment donné, des positions des uns et des autres. Débats éclairés par la confrontation avec les faits et les actes de chacun...

Il apparaît en effet clairement que le PS n'a aucune opposition de fond à la politique de Sarkozy. Par conséquent, le clivage droite/gauche n'apparaît plus comme un clivage social ainsi que le PC l'a toujours présenté, et si le PC fait des accords électoraux pour sauver ses élus (et donc son appareil), ce ne sera pas un accord sur des bases politiques qui tireraient le PS à gauche. Mais bien l'inverse.

Pendant le débat, un rendez-vous avait tout de même été pris pour une réunion qui remette sur pied le collectif Riposte (qui avait soutenu la mobilisation des jeunes contre le CPE) après le discours de rentrée de Sarkozy le 18 septembre. Une semaine et trois réunions plus tard, les tergiversations de ce collectif réunissant les directions des partis du PS à la LCR montrent qu'il est bien difficile de concilier la construction des mobilisations et les préoccupations électoralistes.

Se regrouper pour construire une riposte de classe

Ainsi les débats sont ouverts : face aux attaques de Sarkozy, il faut discuter la nécessité de s'organiser pour mener la lutte des classes. Pense-t-on que cette lutte se mènera par des alliances électorales avec des forces qui n'ont pas d'alternative, ni dans la rue, ni en terme de projet social ? Les militants du PC savent parfaitement qu'une nouvelle alliance signifiera des reniements supplémentaires, sans leur garantir en quoi que ce soit de ne pas perdre de nouvelles positions. La question qui leur est posée est donc clairement de savoir si leur priorité est de sauver un appareil en perdition, sans projet (le programme devient la "visée" communiste !), ou s'il s'agit de se saisir des prochaines échéances électorales pour discuter de la construction des mobilisations sociales et de la refondation d'un projet de transformation socialiste et communiste, contre la course folle de la mondialisation capitaliste. Et il leur faudra choisir, parce que la LCR ne leur proposera pas de solution de compromis et défendra en toute indépendance ses perspectives.

L'écoute tendue, attentive, de nos propositions défendues par Olivier Besancenot exprime cette nouvelle réalité. Les révolutionnaires ne sont plus les donneurs de conseils qui viennent harceler les grands partis et dont ceux-ci peuvent se servir comme force d'appoint ou comme repoussoir selon les situations. Bien sûr, sur le plan numérique, nous sommes très loin de faire jeu égal avec ces partis, pourtant leurs dirigeants sont contraints de discuter avec nous, parce que leurs militants sont sensibles à nos idées qui sont débattues autour d'eux dans les entreprises et dans la jeunesse. Nous avons pu vérifier à quel point nos idées polarisent le débat politique si nous sommes capables de les défendre sans concession et dans un esprit démocratique.

Le défi qu'il nous faut relever dans les prochains mois est de réussir à regrouper ceux qui doutent et discutent pour devenir, ensemble, une force capable de peser dans les luttes et de construire un projet politique libérant toutes les énergies disponibles pour la lutte sociale, et pour donner toute leur actualité aux idées du socialisme et du communisme.

Cathy Billard



Si **débatmilitant** te plaît, n'hésite pas à le diffuser
et à le faire circuler, fais le connaître à tes amis,
propose leur de s'abonner...